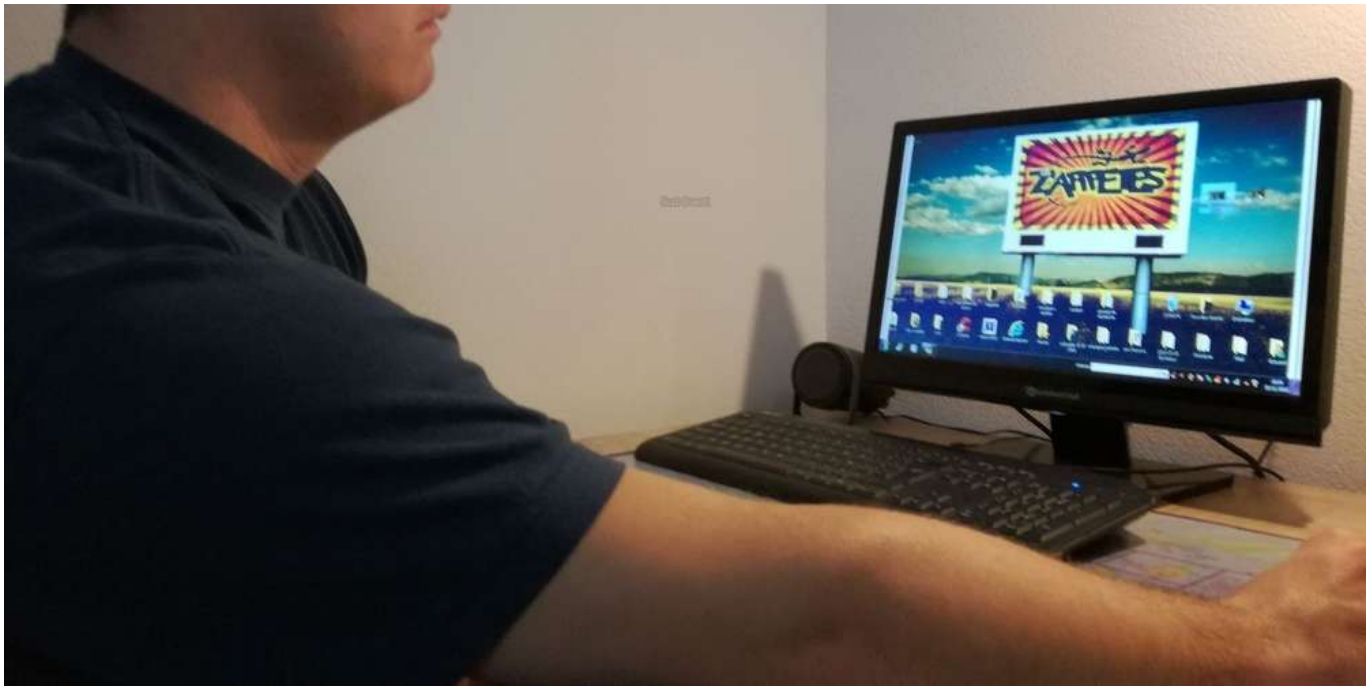
Quand les trisomiques ont une vie à eux

Article paru dans Sud-Ouest du 2 décembre 2016



Thomas, 31 ans, a intégré son appartement pessacais il y a un an et demi. Il y a trouvé des contraintes mais aussi une indépendance. Du plus plutôt que du moins.

PHOTO J.-F. R.

Cinq d'entre eux bénéficient d'un appartement depuis 2015. Personne ne s'en plaint .

JEAN-FRANÇOIS RENAUT

jf.renaut@sudouest.fr

Ils s'appellent Édouard et Thomas, tous les deux ont bientôt 32 ans et vivent depuis un an et demi dans leur propre appartement. Pas le même mais pas loin l'un de l'autre dans une résidence sociale gérée par Aquitanis, rue Roger-Chaumet à Pessac.

Cette situation nouvelle pour eux, réjouit Sylvie Devé, présidente de l'association Trisomie 21 Gironde et nouvellement régionale, puisqu'associée désormais avec les Pyrénées-Atlantiques et le Lot-et-Garonne.

Vivre comme tout le monde

« C’est une première expérience pour les personnes en déficience intellectuelle qui fonctionne très bien », explique t-elle. Un sujet qu’elle connaît d’autant mieux que Thomas est son fils.

« Il y a de plus en plus de personnes handicapées qui veulent vivre comme tout le monde. » En matière de logement, de travail, de culture, d’activités sportives.

Ce jour-là, Édouard et Thomas rentrent de leur salle de gym respective.

Les activités physiques ne sont pas les seules à les intéresser. Un bon film (voire pas si bon que ça) au cinéma, un concert mais aussi des arts plastiques (Édouard est fier de présenter ses réalisations picturales).

Et puis aussi, une bonne soirée avec les copains autour d’un barbecue, ou une fête avec les voisins. « Faut pas rester dans les jupes de sa mère », commente Édouard. Et être capable d’aller faire ses courses, de se faire à manger, de laver son linge… Et de trouver un boulot. Thomas bosse chez McDonald, Édouard fait du bénévolat en attendant de retrouver un boulot. Pas forcément facile dans la conjoncture actuelle.

Ces appartements, il y en a quatre dans le même secteur, sont subventionnés en plus d’avoir un statut de logement social. Les élus du Conseil départemental et les représentants de l’autorité de tutelle, en l’occurrence, l’Agence régionale de santé, sont venus les visiter hier.

De quoi réjouir Sylvie Devé qui se démène depuis des années pour un progrès en termes de prise en charge combinée avec de l’indépendance.

Une démarche qui la renvoie aux fondements mêmes de l’association. « Il est nécessaire que la société soit inclusive et pas seulement intégrative. Il nous revient de faire un gros travail de pédagogie et d’information auprès des bailleurs, des encadrants, des employeurs… » Et des parents aussi qui se retrouvent démunis quand arrive dans la famille un enfant trisomique.